

Rapports ITIE au Sénégal: Approche de Divulgence systématique

Par M. Papa Alioune Badara PAYE

Secrétaire Permanent Adjoint

Comité national ITIE Sénégal

Mercredi 15 juin 2022

1
Contexte

2
**Mise en œuvre
de la
divulgence
intégrée**

3
**Analyses et
Perspectives**



Contexte

Le Sénégal a déjà publié huit (8) rapports ITIE couvrant respectivement les années 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Le rapport de cette année, qui va couvrir la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, constituera le neuvième rapport ITIE du Sénégal depuis son adhésion à l'ITIE.

L'Administrateur Indépendant pour l'élaboration du Rapport ITIE couvrant l'année 2021, sera sélectionné entre Avril et Juin.

Il a été soumis au GMP d'adhérer au projet pilote de l'ITIE internationale pour couvrir l'année 2022 au moins en partie (1^{er} janvier au 30 juin 2022).



Contexte

- Les Groupes multipartites (GMP) de l'ITIE assurent la supervision de la mise en œuvre et des divulgations de l'ITIE. Lorsque les données sont divulguées de manière régulière, les Groupes multipartites peuvent maintenir une supervision étroite du secteur extractif en accordant leur attention aussi bien aux lacunes qui apparaissent dans les systèmes de déclaration des gouvernements et des entreprises qu'aux questions qui comptent le plus aux yeux des parties prenantes.
- La transition vers la divulgation systématique des données peut permettre aux Groupes multipartites de se concentrer sur l'analyse des données, le dialogue avec les décideurs et le partage des informations clés sur le secteur dans un format accessible, à des fins d'analyses plus approfondies.



Mise en œuvre du
projet de
divulgation
intégrée



Initiative pour la Transparence dans
les Industries Extractives du Sénégal



Mise en œuvre du projet

A l'issue de l'Etude de faisabilité en 2019, le Consultant avait formulé les recommandations suivantes à l'endroit du CN-ITIE du Sénégal :

1. Procéder à la mise en place d'une plateforme de données collectant les informations des différentes institutions sans pour autant compromettre le fonctionnement des systèmes existants;
2. Déployer un module de soumission des données qui sera connecté à la plateforme ci-dessus mentionnée ;
3. Adopter de façon concertée avec les administrations compétentes des nomenclatures suggérées par l'Etude pour une meilleure traçabilité de l'allocation des revenus extractifs ;
4. Engager les discussions en vue de la rédaction d'un protocole d'échange de données entre les différentes parties.

Mise en œuvre du projet

Le projet de divulgation systématique a été d'abord expérimenté par le Trésor Public. Une fois, le système de recouvrement mieux cerné et les comptables publics sensibilisés, le rapportage devient plus facile.

1- LES ECRANS DE SAISIE

The screenshot displays the Aster 5 software interface. On the left, a tree view shows the menu structure under 'Aster 5', with 'ITE' highlighted. The main area contains three buttons: 'Développer tout', 'Restreindre tout', and 'Quitter'. Below these is the text 'ASTER 5' and the French coat of arms. The right panel features the 'TRÉSOR PUBLIC' logo, the text 'MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN' and 'DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET DU TRÉSOR'. At the bottom, three boxes contain the identifiers 'MFSECK_19', 'U800_010F_MENU', and '2018'.

- Aster 5
 - Administration technique et fonctionnelle
 - CAD
 - CAR
 - CGE
 - Cloture gestion
 - Contexte / Exploitation
 - Etats statistiques
 - ITE**
 - Situation des encaissements ITIE par nature
 - Situation des enaissements ITIE par poste
 - Situation des encaissements ITIE par régie
 - Saisie recettes ITIE
 - MES
 - Paramétrage
 - Réglement
 - Restitution
 - SICA-STAR
 - Suivi interface
 - Tiers
- Interface

Développer tout

Restreindre tout

Quitter

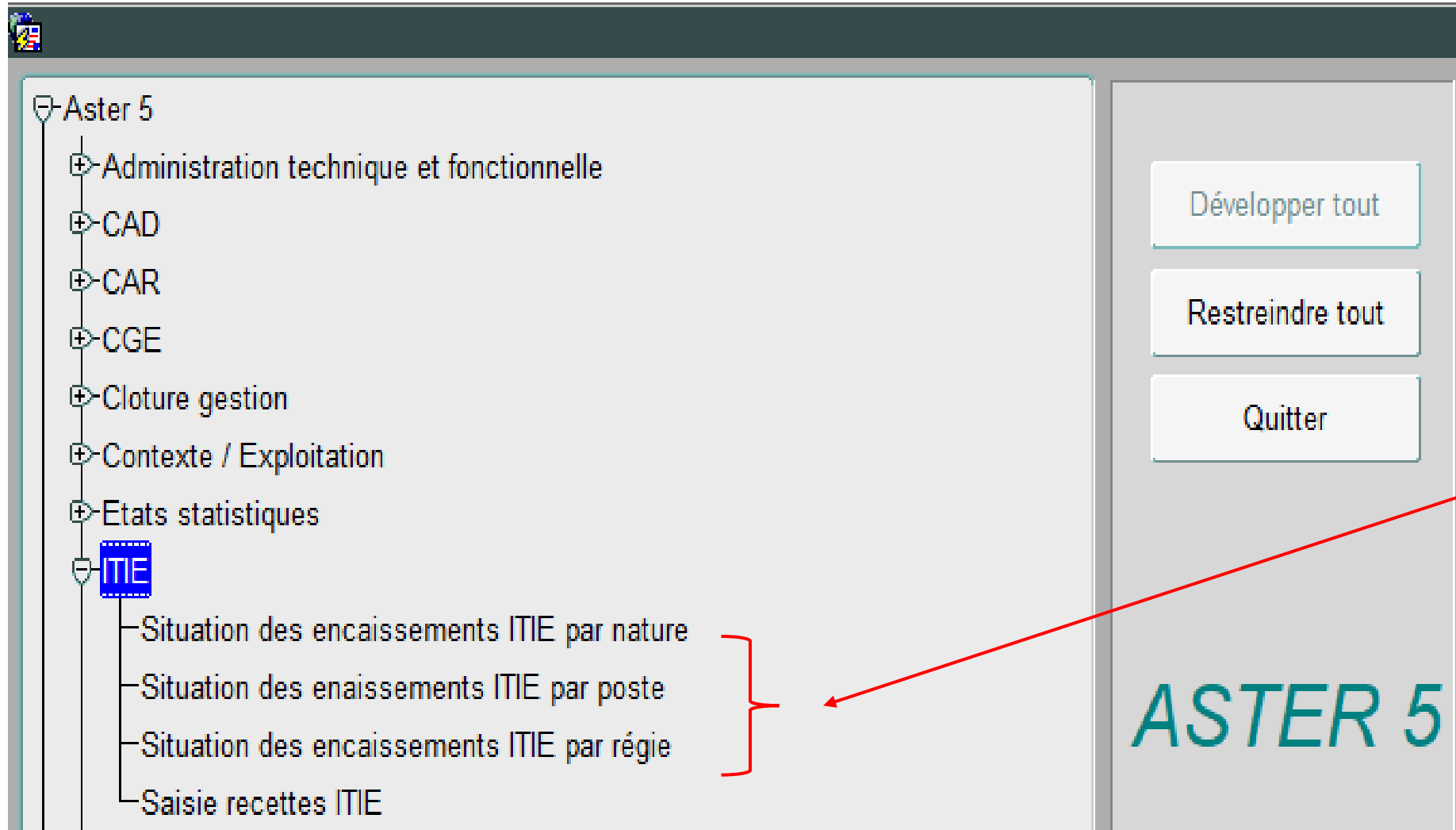
ASTER 5

TRÉSOR PUBLIC

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET DU TRÉSOR

MFSECK_19 U800_010F_MENU 2018

Mise en œuvre du projet



The screenshot displays the Aster 5 software interface. On the left, a tree view shows the following menu items: Aster 5, Administration technique et fonctionnelle, CAD, CAR, CGE, Cloture gestion, Contexte / Exploitation, Etats statistiques, and ITIE. The ITIE item is highlighted with a blue box. Under ITIE, there are four sub-items: Situation des encaissements ITIE par nature, Situation des encaissements ITIE par poste, Situation des encaissements ITIE par régie, and Saisie recettes ITIE. A red bracket groups these four sub-items. On the right side of the interface, there are three buttons: Développer tout, Restreindre tout, and Quitter. Below these buttons, the text 'ASTER 5' is displayed in a large, teal font. A red arrow points from a blue box labeled 'LES ETATS' to the sub-items under ITIE.

LES ETATS

L'utilisateur (Comptable public) ne pourra accéder au module qu'après avoir été authentifié comme il a l'habitude de le faire dans ASTER (système d'information du Trésor).

Mise en œuvre du projet

Les mesures concernant les comptables publics pour l'identification des recettes

Le respect / l'application stricte de la circulaire n°030/ MFB/DGCPT/ DCP/ DRC en date du 17 avril 2019 destinée aux services collecteurs de recettes issues des secteurs extractifs (CGE, DMG, percepteurs AIBD, Dakar Port), afin que ces derniers renseignent plus en détail les pièces de recevabilité produites pour les paiements encaissés.

Saisie des natures de recettes ITIE

Poste Comptable:	53	TPR DE TAMBACOUNDA
Beneficiaire:	ETAT	
Entité:	DGCPT	Secteur: MINES ET CARRIERES
Nature Recette:	3923.01.1.3.1	PATENTE
Date Encaissement:		Montant Recette:
Mode Règlement:	CHEQUE	
Partie Versante:		

Fermer Valider

ETAT

CORRESPONDANT

DGD

DGID

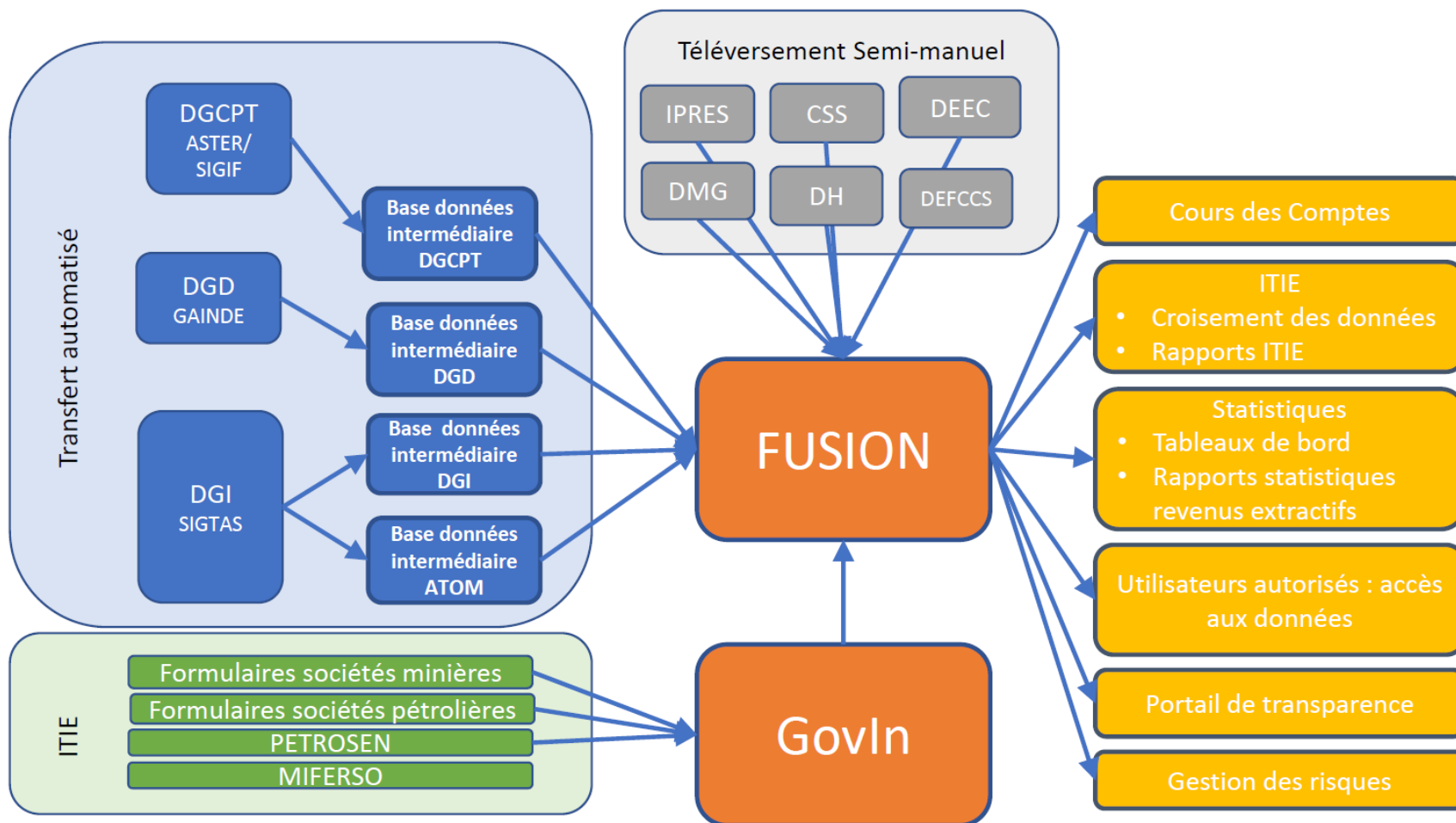
DMG

Mise en œuvre du projet



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

- + Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT)
- + Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID)
- + Direction générale des Douanes (DGD)
- + Direction générale du Budget (DGB)



Les mesures concernant les comptables publics

Le respect / l'application stricte de la circulaire n°030/ MFB/DGCPT/DCP/ DRC en date du 17 avril 2019 destinée aux services collecteurs de recettes issues des secteurs extractifs (CGE, DMG, percepteurs AIBD, Dakar Port), afin que ces derniers renseignent plus en détail les pièces de recevabilité produites.

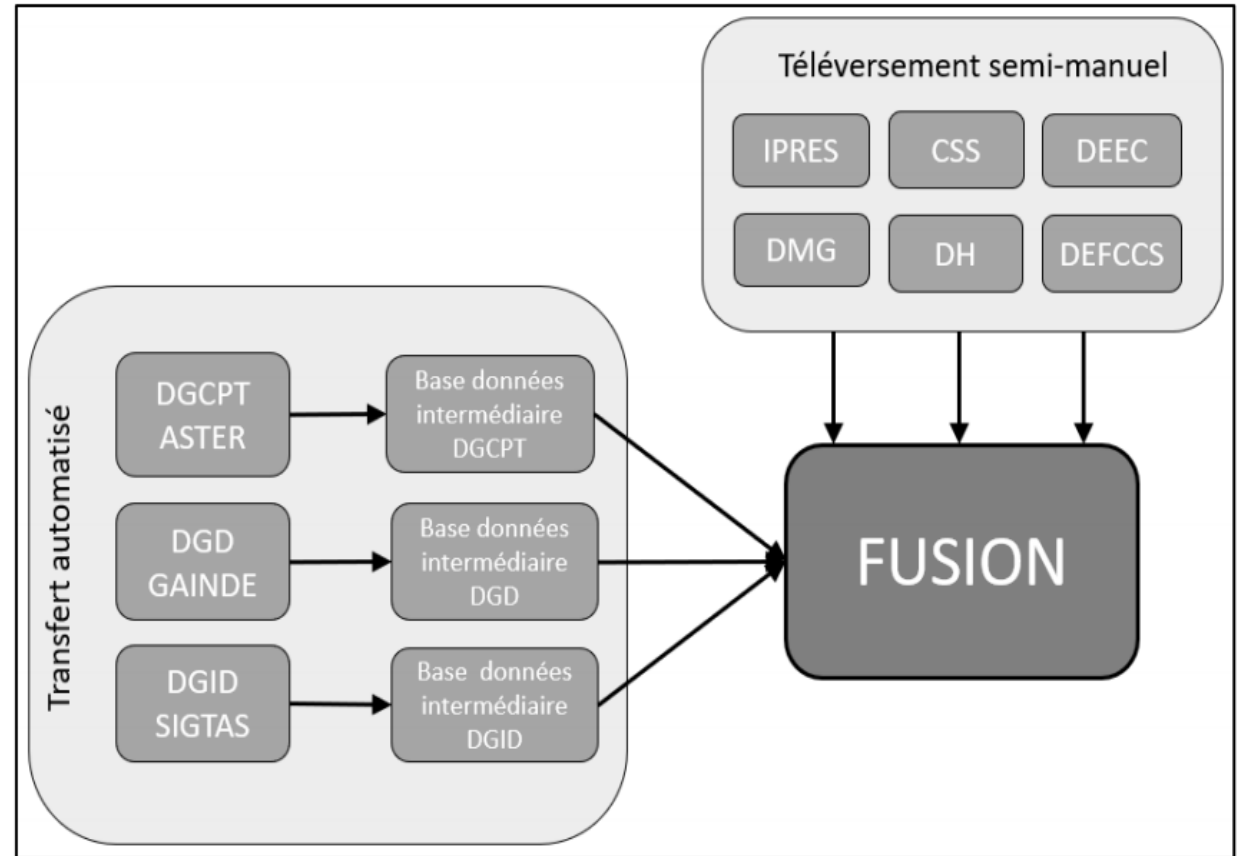
Mise en œuvre du projet

Transfert automatique

Trésor- DGCPT – système ASTER
Douanes- DGD – système ASTER
Impôts- DGID – système ASTER

Transfert semi-manuel

Hydrocarbures- DH : mensuel
Mines- DMG : trimestriel
Prévoyance Retraite - IPRES
: trimestriel
Sécurité Sociale - CSS : trimestriel
Environnement - DEEC : trimestriel
Eaux & Forêts - DEFCCS : trimestriel





Mise en œuvre du projet

Les montants déclarés au niveau de la plateforme FUSION se présente comme suit:

Données régies financières @téléchargées le 03 Avril 2022 de FUSION	
Régies	Montant Total en FCFA
DGID (Impôts)	143 162 132 709,00
DGD (Douanes)	2 836 801,00
DGCPT (Trésor)	9 188 271 065,00
TOTAL (en FCFA)	152 353 240 575,00



Mise en œuvre du projet

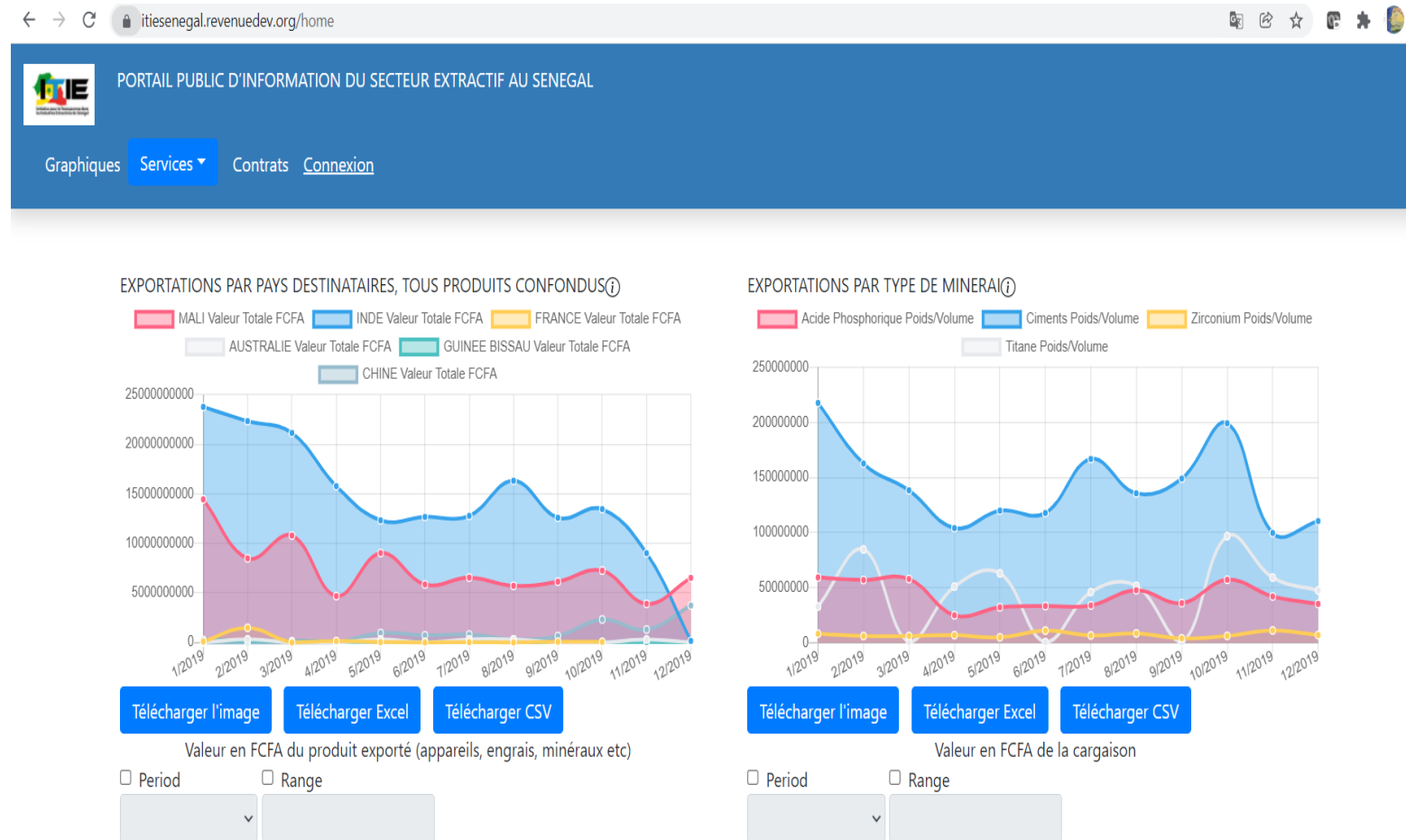
Renforcement de l'accès à l'information

Portails publics

<https://itiesenegal.revenuedev.org>

Données Ouvertes ITIE Sénégal –
Système d'Information Ouvert du
Comité National ITIE Sénégal

<https://donnees.itie.sn>



Mise en œuvre du projet

Un portail pour les entreprises

Les entreprises enregistrent dans GovIn les informations qu'elles déclaraient auparavant dans les formulaires ITIE sous format Excel. GovIn est donc une sorte de banque des déclarations ITIE de l'année en cours et des années précédentes.

Certaines données sont entrées dans GovIn par les entreprises dans des formulaires, ou fiches. D'autres doivent être téléversées sous forme de fichiers Excel. Ci-dessous la liste des formulaires et leur méthode de renseignement.



The image shows a login interface for the GovIn system. At the top, there is a logo for ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Sénégal) featuring a stylized map of Senegal in green, yellow, and red, with a blue star. Below the logo, the text reads "GovIn – Système de télédéclaration des formulaires ITIE". The interface includes two input fields: "Nom d'utilisateur" (Username) and "Mot de passe" (Password). A dark blue button labeled "Connexion" (Login) is positioned at the bottom.



Mise en œuvre du projet

Description des données

Les entreprises enregistrent dans GovIn les informations qu'elles déclaraient auparavant dans les formulaires ITIE sous format Excel. GovIn est donc une sorte de banque des déclarations ITIE de l'année en cours et des années précédentes.

Certaines données sont entrées dans GovIn par les entreprises dans des formulaires, ou fiches. D'autres doivent être téléversées sous forme de fichiers Excel. Ci-dessous la liste des formulaires et leur méthode de renseignement.

Formulaire	Mode de Renseignement
Fiche Signalétique	Formulaire GovIn
Contribution Economique	Formulaire GovIn
Formulaire de Déclaration	Formulaire GovIn
Détail des Paiements	Téléversement Fichier Excel
Production	Téléversement Fichier Excel
Exportations et Ventes	Téléversement Fichier Excel
Structure du Capital	Formulaire GovIn
Bénéficiaires Effectifs	Formulaire GovIn
Paiements Sociaux et Environnementaux	Téléversement Fichier Excel
Transactions troc / projets intégrés	Formulaire GovIn
Prêts et Subventions	Formulaire GovIn
Procédures d'Attribution et de Transfert	Formulaire GovIn
Achat et Vente des Matières Premières	Téléversement Fichier Excel
Participation Publique	Formulaire GovIn
Dépenses Quasi Fiscales	Formulaire GovIn
Attestation Finale / Signature	Téléversement Fichier Excel



Analyses données

Cadre légal et régime fiscal applicables aux industries extractives (Exigence ITIE n° 2.1) <http://www.energie.gouv.sn/decrets-et-lois/> <https://minesgeologie.gouv.sn/node/59>

- Vue d'ensemble du secteur extractif, y compris de toute activité importante de prospection

(Exigence ITIE n° 3.1) <https://minesgeologie.sec.gouv.sn/directions> <https://www.sec.gouv.sn/> www.finances.gouv.sn

- Informations sur la contribution des industries extractives à l'économie pour [exercice] (Exigence ITIE n° 6.3)

- Données de production et d'exportation (Exigence ITIE n° 3.2 & 3.3) <http://dpee.sn/-Tableaux-de-bord-.html?lang=fr>
https://www.ansd.sn/index.php?option=com_ansd&view=titrepublication&id=11&Itemid=304

- Le cas échéant, informations sur le rôle des entreprises d'État dans le secteur extractif et sur les relations financières entre le gouvernement et les entreprises d'État, sur les dépenses quasi fiscales, sur la participation de l'État dans les entreprises pétrolières, gazières et minières actives en/à/au [pays] (Exigence ITIE n° 2.6)

<https://itie.sn/entreprises-detat/>

- Informations sur l'affectation et la répartition des revenus (Exigences ITIE n° 3.7 et n° 3.8)

- Disponibilité et exhaustivité d'un registre public de licences et informations concernant les

processus et les procédures d'octroi de licences <https://cadastre-petrolier.senegal.revenuedev.org/dashboard>

<https://portals.landfolio.com/Senegal/fr/>

- Politique et pratiques de [pays] sur la divulgation des contrats et des licences régissant les activités d'exploration et d'exploitation de pétrole, de gaz et de minéraux, et toutes réformes en cours dans ce domaine (Exigence n° 2.4)

<https://minesgeologie.gouv.sn/node/74>

<https://www.energie.gouv.sn/contrats/>

- Flux de revenus devant faire l'objet d'une divulgation (Exigences ITIE n° 4.1 et n° 4.2). L'analyse doit couvrir :

- les impôts et autres flux de revenus (4.1 (b)) ;

- tous revenus des ventes des parts de production de l'État et autres revenus perçus en nature (4.1 (c)) ;

- tous revenus liés à la fourniture d'infrastructures et accords de troc (4.1 (d)) ; - Contrats

- toutes dépenses sociales obligatoires et volontaires effectuées par des entreprises extractives (4.1 (e)) ;

- tous revenus liés à des paiements de transport (4.1 (f)) ;

- tous revenus perçus par des administrations infranationales auprès d'entreprises pétrolières, gazières et minières (4.2 (d)) ;

- tous transferts de revenus extractifs entre les entités publiques nationales et infranationales (4.2 (e)) ;

A travers FUSION et GovIn

Analyses données

Analyser les données en amont permet souvent une bonne compréhension des chiffres du Rapport ITIE (Exemple de monitoring sur le site ITIE des cours de l'Or)

- Le prix de l'or est en baisse par rapport à 2020 mais est resté aussi clinquant en 2021 avec 1800 \$/once en moyenne.
- Pour rappel, le prix de référence pour les gisements d'or Sabodala-Massawa (mines d'or au Sénégal) est de 1600\$/once.

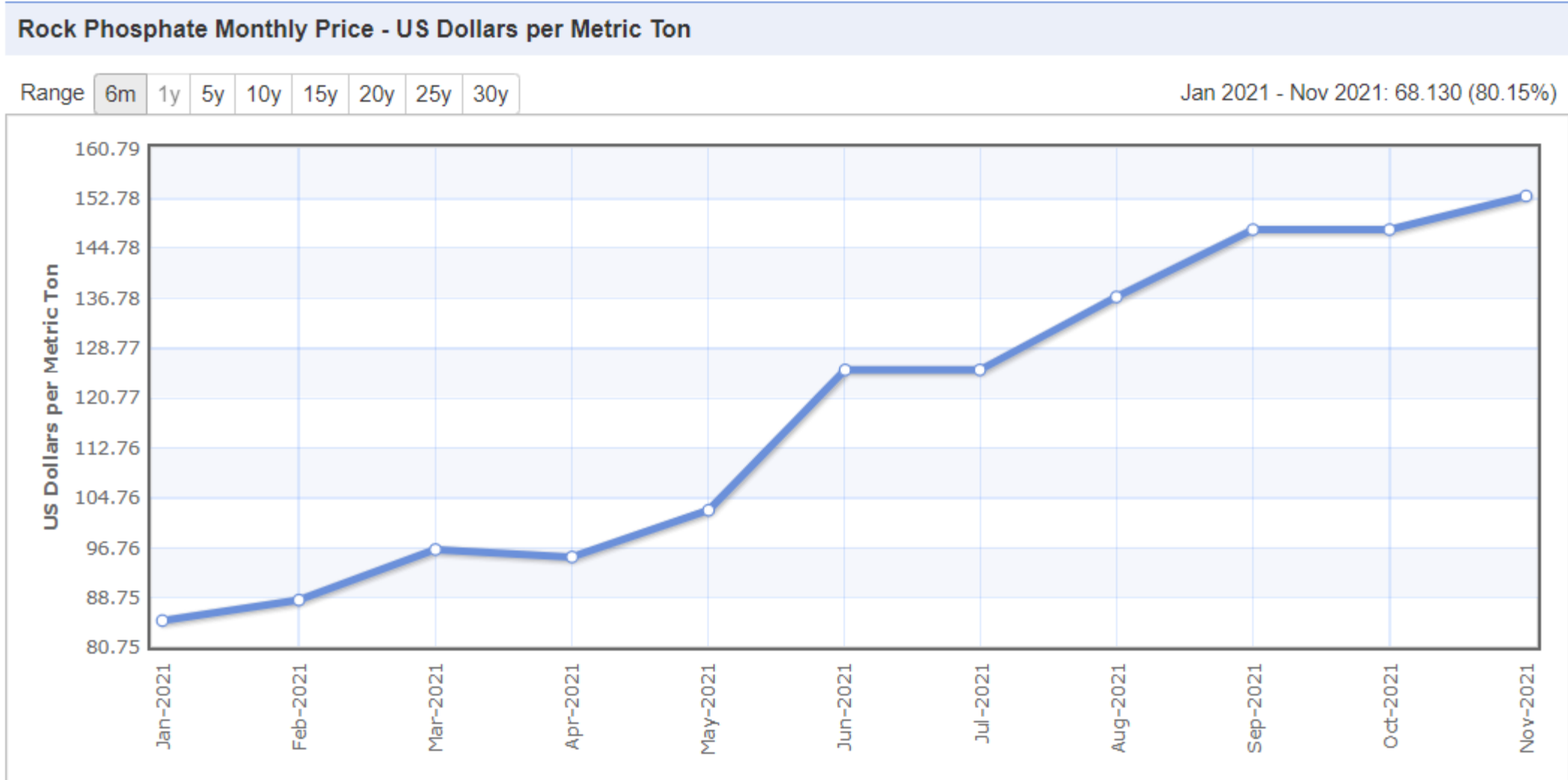
Top 10 des producteurs en 2021: 1. China: 370 t, 2. Australie: 330 t; 3. Russie: 300 t, 4. USA: 180 t, 5. Canada: 170 t, 6. Ghana : 130 t, 7. Mexico, South Africa, Ouzbekistan et Kazakhstan: 100 t, 8. Indonesia, Peru et Sudan: 90 t, 9. Brésil : 85 t, 10. Argentine et Guinée : 70 t.





Analyses données

Analyser les données en amont permet souvent une bonne compréhension des chiffres du Rapport ITIE (Exemple de monitoring sur le site ITIE des cours des Phosphates)

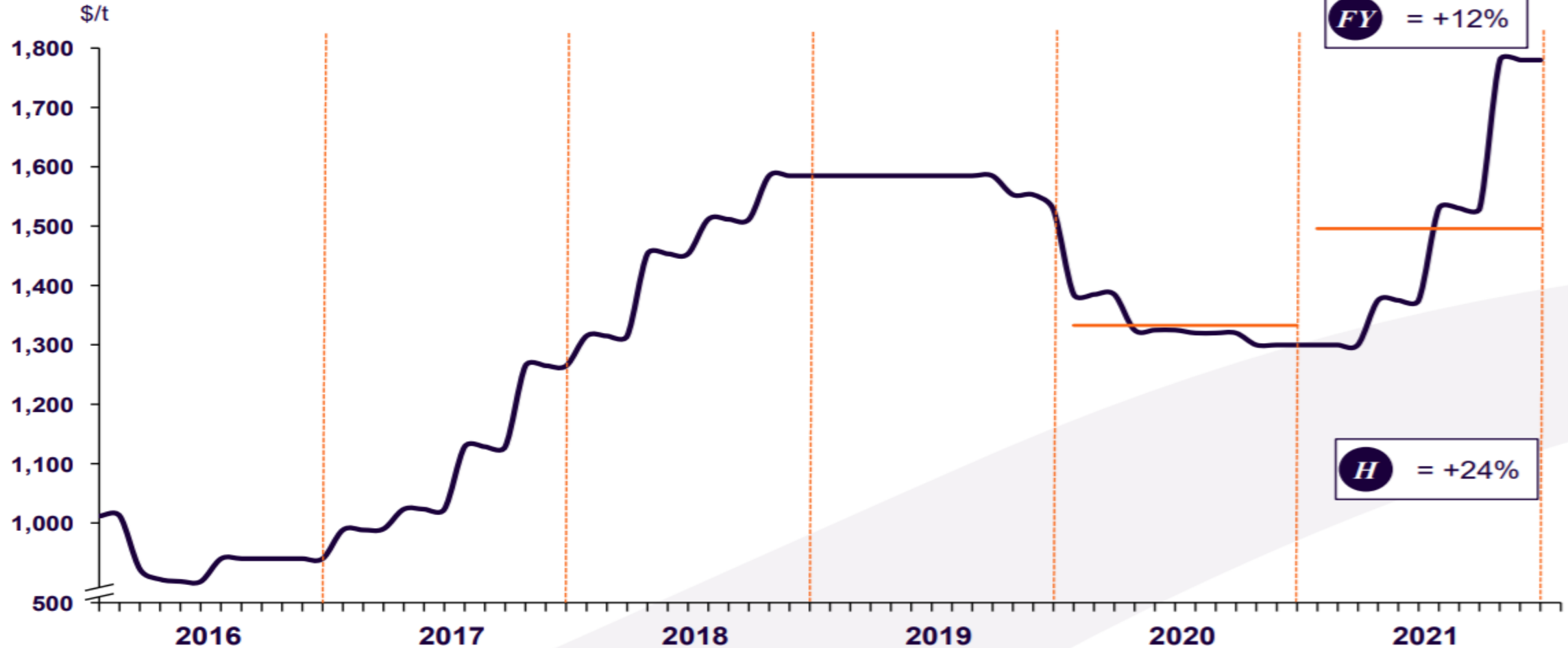




Analyses données

Analyser les données en amont permet souvent une bonne compréhension des chiffres du Rapport ITIE (Exemple de monitoring sur le site ITIE des cours du Zircon Premium)

Monthly premium zircon price¹



H2 2021 vs H1 2021 price change



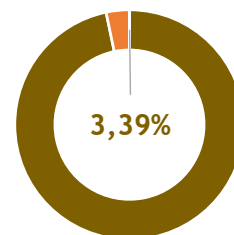
FY 2021 vs FY 2020 price change

Analyses données

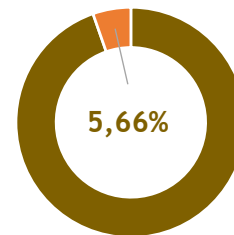
Sur la base des données déclarées par les entités publiques, après travaux de conciliation, le total des revenus générés par le secteur extractif pour l'année 2020 s'élève à 185,20 milliards de FCFA (322,24 millions USD), dont 167,75 milliards affectés au budget de l'Etat (contre 147,6 milliards en 2019).

La contribution du secteur dans son ensemble à l'économie sur la période 2019-2020 se présente comme suit :

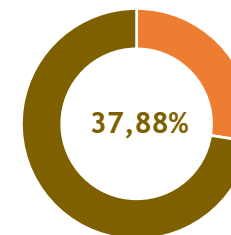
Statistiques extractives	2020	2019
PIB	3,39%	3,52%
Revenus	5,66%	5,30%
Export	37,88%	39,84%
Emploi	0,22%	0,19%



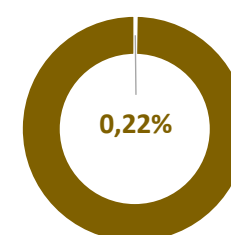
Contribution du secteur extractif dans le PIB



Contribution du secteur extractif dans les recettes de l'Etat



Contribution du secteur extractif dans les exportations



Contribution du secteur extractif dans l'emploi

Il ressort de l'analyse de la contribution, au même titre que les années précédentes que le poids du secteur extractif est surtout perceptible à travers son effet positif sur la balance des paiements tandis que sa contribution dans le PIB ou dans l'emploi reste marginale.

A l'heure actuelle, le secteur extractif sénégalais est composé essentiellement d'exploitations de mines et carrières (or, phosphates, sables minéralisés et calcaires pour la fabrication du ciment). De ce fait, le potentiel de création d'emplois est limité. Par ailleurs, la faible contribution du secteur au PIB dénote un manque de transformation sur place des produits miniers en produits finis ayant une plus grande valeur ajoutée, et de renforcement des liaisons intersectorielles pouvant accélérer le développement industriel.

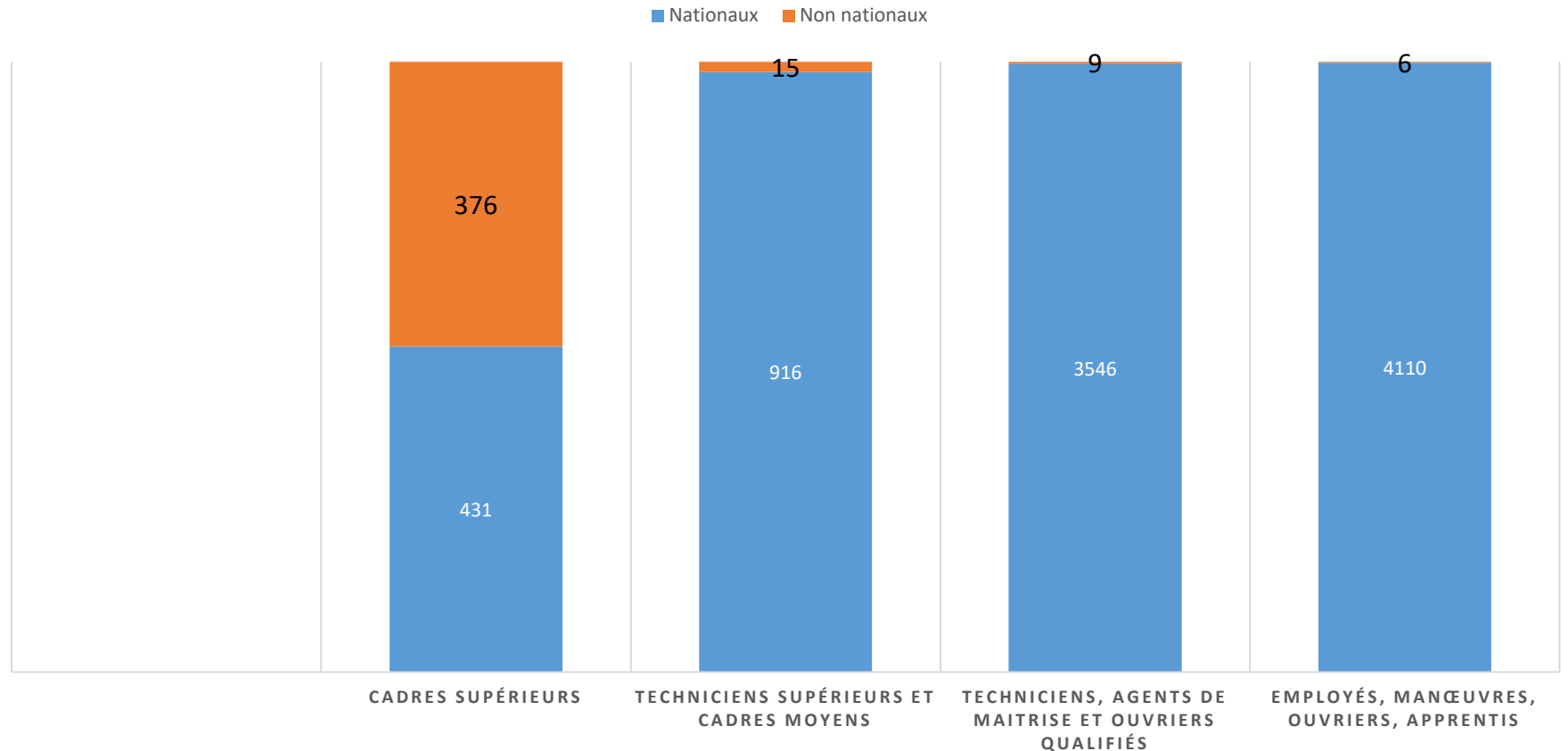
Une plus grande implication des nationaux dans la sous-traitance et la fourniture de biens et services constituerait un bon levier pour pallier la faiblesse des emplois directs.



Analyses données

Les 26 sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement de 2020 ont communiqué le détail de leurs effectifs. Elles employaient **9 409 personnes** en 2020. **La majorité des effectifs, soit 95,68%, sont des nationaux.** La masse salariale globale déclarée est de 106,7 milliards de FCFA dont 98,3 milliards de FCFA pour les employés du secteur minier et 8,4 milliards de FCFA pour les employés du secteur des hydrocarbures. **Les femmes sont au nombre de 724 et représentent 7,69% de l'effectif global.**

EMPLOIS PAR NIVEAU DE QUALIFICATION (NATIONAUX VS NON NATIONAUX)



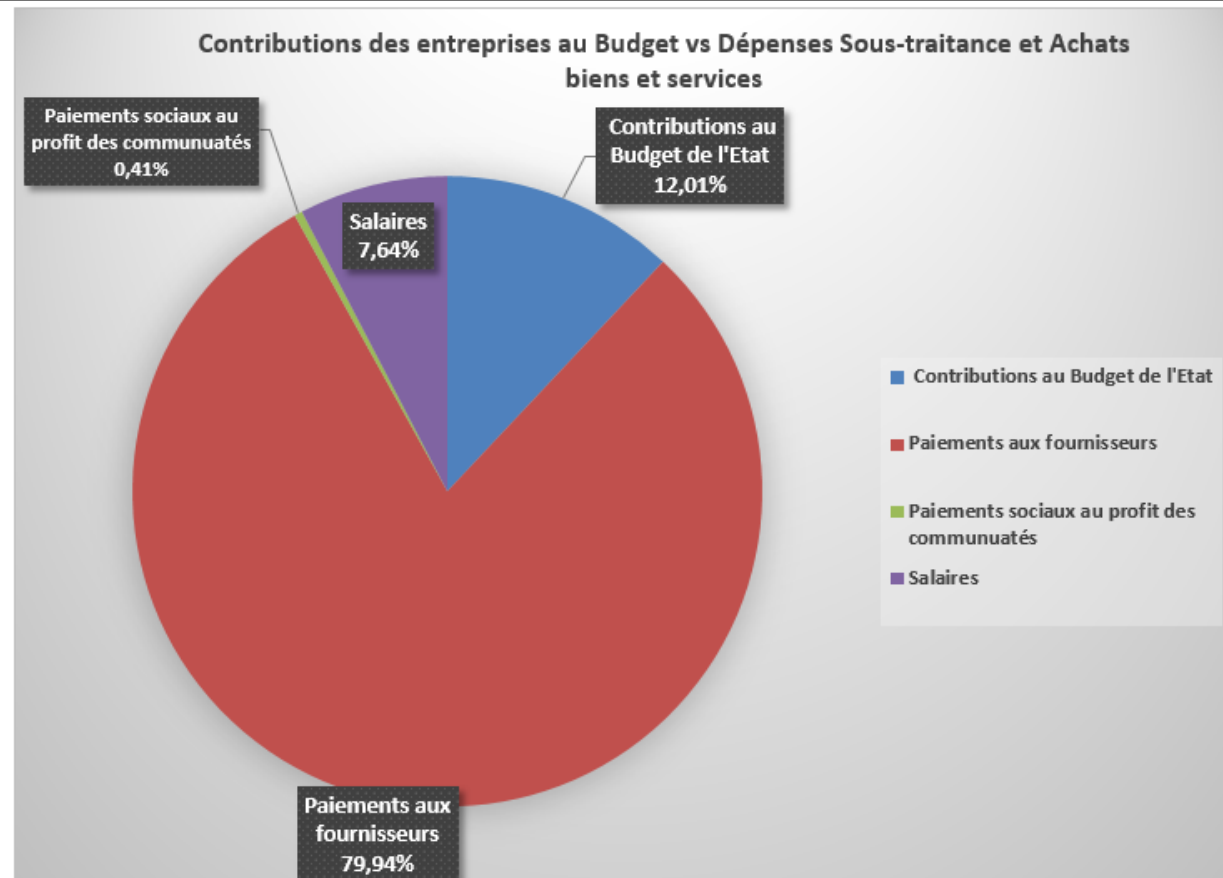


Analyses données

En se basant sur l'exigence 6.3 relative à la contribution des industries extractives à l'économie.

Selon les données collectées dans le cadre du rapport 2020, les entreprises pétrolières et minières du périmètre de réconciliation, ont déclaré un montant global payé aux fournisseurs et sous-traitants en 2020, estimé à **1.116 milliards de FCFA** dont **219,7 milliards aux entreprises détenues majoritairement par des nationaux** (206,8 milliards payés par les entreprises minières et 12,8 milliards par les entreprises pétrolières et gazières).

Types de contributions	Montants en milliards FCFA en 2020	Montants en milliards FCFA en 2019	Montants en milliards FCFA en 2018
Contributions au Budget de l'Etat	167,75	147,58	110
Paiements aux fournisseurs	1116,42	890,69	999
Paiements sociaux au profit des communautés	5,77	3,37	2
Salaires	106,71	77,39	92,02
TOTAL CONTRIBUTIONS en FCFA	1 397	1 119	1 203





Analyses données

L'analyse des marchés, prestations et des fournitures de biens et services, permet de classer les catégories de marchés captées par les entreprises détenues majoritairement par des sénégalais. Le détail se présente comme suit :

Au regard de ces données, il est urgent pour les Agences Gouvernementales (COS-PETROGAZ, Bureau de Mise à Niveau, ADEPME, APIX etc.) en collaboration avec le Ministère des Mines, le Ministère du Pétrole et toutes les autres Autorités compétentes de développer une stratégie complète de mise en œuvre du contenu local, notamment l'accompagnement des fournisseurs locaux pour leur capacitation et leur accès aux financements.

Catégories Biens et services/Sous-traitance (Mines)	Cumul annuel Paiements aux Fournisseurs/Sous-traitants et Prestataires locaux en FCFA
Transport aérien	5 876 800
Maintenance	172 158 490
Restauration	263 152 760
Installations métalliques	268 061 534
Services financiers	396 966 000
Services juridiques	405 452 566
Forage minier	678 253 964
Consommables	774 562 545
Transport de personnel	1 082 520 257
Commerce général	1 677 454 247
Hébergement/ Location bureaux	1 679 225 391
Etude Technique/ Environnementale	3 078 137 560
Forage d'eau	3 092 432 218
Assurances	3 109 774 649
Minage	4 126 482 911
Transport de marchandises	6 777 723 470
Fournitures d'Hydrocarbures	7 315 881 593
Travaux de Génie Civil	7 819 872 129
Ressources humaines/Recrutement Personnel	9 389 007 507
Fournitures matières premières	14 810 652 468
Services de transit	18 686 591 807
Transport Produits miniers	26 601 294 546
Autres	94 662 308 510
TOTAL (en FCFA)	206 873 843 922



Perspectives

Mise en œuvre des dispositions des lois sur le contenu local pour l'accès à l'information des citoyens.

Développer une synergie entre les plateformes et analyser les données pour continuer et évaluer les réformes.

(Agence ou
Organisme de Suivi
du Contenu Local)



- ▶ **Coordination** de l'élaboration de la **stratégie nationale du contenu local**
- ▶ **Contrôle** de la bonne application de la stratégie nationale

PLATEFORME
ELECTRONIQUE



- ▶ Lieu de **publication obligatoire de tout Appel à Concurrence**
- ▶ **Accessible à toutes entreprises sénégalaises qualifiées.**

FONDS
D'APPUI



- ▶ Fonds d'appui au développement du contenu local
- ▶ **Mesures d'accompagnement pour qualifier les entreprises sénégalaises**

Perspectives

Améliorer le registre des contribuables, permettre aux ministères de vérifier le NINEA (NIF) à partir d'un registre unique.

Suivi des dépenses à travers le budget du gouvernement. Pour la gestion future des revenus pétroliers et gaziers, la loi a été adoptée. Le Sénégal sera un producteur de pétrole et de gaz naturel liquéfié à partir de 2023.

Automatiser la divulgation afin que le portail public soit mis à jour plus souvent.

Renforcer la capacité des entreprises à divulguer des données via leurs propres portails (l'intégration de l'ITIE est un processus à double sens pour faciliter la réconciliation des données).

Pour mobiliser davantage de ressources intérieures, il faut aider les Administrations à analyser 3 facteurs : les données du registre des Bénéficiaires Effectifs, les contrats signés et les paiements enregistrés dans le système FUSION.



En conclusion

ELEMENTS DE SUCCES SUR LE LONG TERME

Engagements à long-terme



Ce n'est pas un exercice ponctuel. Les partenaires doivent prendre des engagements sur la durée afin de mettre à jour régulièrement les bases de données.

La confiance



Certaines sociétés extractives peuvent être réticentes pour des raisons de confidentialité et de concurrence. Les parties prenantes doivent donc s'engager dans une relation de confiance

Accès à l'information et ponctualité



Les citoyens doivent avoir accès à des informations à jour.

Les décideurs ont besoin de données pour informer les prises de décision

La Société Civile doit être mise à niveau pour l'analyse.



MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION

